

Groupe de travail fédéral sur la **littératie financière**

Le SCFP est le plus grand syndicat du Canada

Le SCFP représente 600 000 membres travaillant dans presque toutes les collectivités du pays. En tant que syndicat fort et démocratique, le SCFP veut améliorer non seulement la qualité de vie de ses membres, mais aussi celle de tous les travailleurs du Canada.

Le SCFP est l'un des rares syndicats canadiens à offrir une formation en alphabétisation à ses membres.

Paul Moist est président national du SCFP depuis 2003. Le SCFP représente les travailleurs d'un large éventail de secteurs – santé, services d'urgence, éducation primaire, secondaire et postsecondaire,

garde et apprentissage de la petite enfance, municipalités, services sociaux, bibliothèques, services d'utilité publique, transports en commun et transport aérien.

Le SCFP compte environ 3 400 conventions collectives, dont 70 pour cent ont été conclues avec des sections locales de 100 membres ou moins. En moyenne, les membres du SCFP ratifient au moins quatre conventions collectives par jour ouvrable.

La masse salariale annuelle de nos membres s'élève à 21,5 milliards de dollars. Ils versent 3,4 milliards de dollars d'impôts et 600 millions de dollars de TPS chaque année. Le salaire annuel moyen des membres du SCFP est de 35 000 dollars.

Pour arriver à la littératie financière, il faut commencer par l'alphabétisation de base

Les Canadiens passent beaucoup de temps à gagner leur vie et les milieux de travail sont un excellent intermédiaire pour transmettre de l'information sur les régimes de retraite et d'avantages sociaux. Ici, gouvernements, employeurs et syndicats doivent jouer un rôle de premier plan.

La littératie financière ne représente que l'un des morceaux du casse-tête. Au Canada, neuf millions d'adultes ont des problèmes fonctionnels d'alphabétisation. Nous ne pouvons pas parler de littératie financière sans reconnaître l'importance des problèmes d'alphabétisation au travail. Et cela commence par un engagement du gouvernement fédéral à investir dans l'alphabétisation et l'éducation.

Le SCFP est l'un des rares syndicats canadiens à offrir une formation en alphabétisation à ses membres. Nous nous efforçons également de leur transmettre de l'information sur les régimes de retraite, les

Pour protéger efficacement les Canadiens contre la fraude et l'instabilité des marchés, il faut une réglementation plus rigoureuse des marchés financiers et des sanctions plus sévères contre les criminels à cravate.

programmes d'avantages sociaux et autres données financières et économiques, le tout en langage accessible et clair.

Au SFCP, notre objectif est double : communiquer aux gens ce qu'ils ont besoin de savoir et produire des documents faciles à comprendre. Nous tenons à fournir une information accessible et neutre sur les risques et les avantages. Et, dans la mesure du possible, nous collaborons avec les employeurs pour communiquer cette information.

La formation en littératie financière offerte par le SFCP s'inspire des documents produits par Service Canada, des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et d'autres commissions provinciales des valeurs mobilières. Ces publications sont de bons exemples de documents présentés de manière claire et accessible.

Pour empêcher la fraude financière, il faut des règlements et des contrôles plus stricts

La littératie financière – bien qu'importante – ne protégera que très peu les Canadiens contre les ralentissements économiques ou les caprices et les manipulations des marchés financiers.

- Un niveau élevé de littératie financière n'a pas empêché certaines des banques d'investissement les plus avisées au monde –

UBS et HSBC – de perdre des milliards de dollars de l'argent de leurs clients dans les stratagèmes à la Ponzi orchestrés par Bernard Madoff. Plus près de chez nous, le savoir-faire financier n'a pas empêché la Caisse de dépôt de perdre des milliards de dollars dans le scandale du papier commercial adossé à des actifs.

- Le personnel très instruit et financièrement avisé de Nortel n'a pas pu protéger les employés de l'entreprise contre la perte de leur régime de retraite et de leurs avantages sociaux.

Pour protéger efficacement les Canadiens contre la fraude et l'instabilité des marchés, il faut une réglementation plus rigoureuse des marchés financiers et des sanctions plus sévères contre les criminels à cravate. Les fonds spéculatifs, ainsi que les capitaux à risques privés et leurs dérivés doivent être plus strictement réglementés au Canada et ailleurs dans le monde. Une taxe sur les transactions financières permettrait de ralentir le rythme déstabilisant de la spéculation et de la manipulation financières internationales.

De nombreux Canadiens savent comment épargner – ils n'ont tout simplement pas d'argent

Le salaire réel et le revenu moyen d'une majorité de travailleurs canadiens stagnent depuis les 20 ou 30 dernières années, tandis que le coût de la vie continue à grimper.

Pour beaucoup, l'incapacité à respecter un plan d'épargne n'est pas le résultat de la « procrastination » – ce n'est qu'une question de revenus. Dans les faits, de nombreux Canadiens ne peuvent pas se permettre d'investir dans les régimes d'épargne financière qui leur sont proposés.

Le modèle du REÉR est inefficace parce que peu de Canadiens ont assez d'argent, y sont admissibles ou sont prêts à y cotiser. En fait, à peine 25 pour cent des déclarants cotisent à un REÉR. Et la crise financière mondiale a exposé les investisseurs individuels des REÉR à des risques financiers extrêmes et à d'importantes pertes financières.

Pour le petit nombre qui peut investir, les possibilités sont innombrables. Il existe plus de 10 000 fonds mutuels différents sur le marché au Canada – trois fois plus que le nombre total d'entreprises inscrites à la Bourse de Toronto. Les fonds mutuels devaient mettre en commun les risques et les réduire; beaucoup sont plutôt devenus des stratagèmes

Les gens auront tendance à mieux planifier leur retraite s'ils savent que le système les avantage.

de marketing pour des entreprises financières qui tentent de persuader les investisseurs de se procurer le dernier instrument à la mode.

La participation au modèle privé proposé par les REÉR a chuté de manière significative

au cours de la dernière décennie – en grande partie à cause de son inaccessibilité et de la confusion qu'il a créée. En 2008, moins de dix pour cent des Canadiens à faible revenu cotisaient à un régime d'épargne-retraite privé, quel qu'il soit – et trois pour cent seulement pouvaient se permettre de cotiser à un

REÉR. Même parmi les Canadiens à revenu élevé, le taux de participation à un REÉR a diminué régulièrement au cours des dix dernières années.

Il nous faut un système de retraite qui convient à tous les Canadiens

Les gens auront tendance à mieux planifier leur retraite s'ils savent que le système les avantage. Mais partout au pays, les régimes de retraite à prestations déterminées cèdent la place aux régimes à cotisations déterminées. La récession a mis au jour la volatilité des REÉR et les travailleurs licenciés voient leurs épargnes s'étioler lorsque leurs employeurs font faillite.

Nous pouvons commencer à remédier à cette crise en adoptant une approche équilibrée qui combine de solides régimes de retraite au travail à des régimes de retraite publics qui couvrent tous les travailleurs. Nous pouvons renforcer le Régime de pensions du Canada (RPC) en doublant graduellement les prestations jusqu'à concurrence d'environ 23 000 dollars par année. On pourrait ainsi offrir des prestations de retraite sûres et bonifiées aux 93 pour cent de Canadiens qui cotisent au RPC.

Les solutions du SFCP pour accroître la sécurité financière des travailleurs canadiens :

- Nous ne pouvons pas aborder les problèmes de littératie financière sans reconnaître l'importance des défis de l'alphabétisation au travail. Les gouvernements doivent investir dans les programmes d'alphabétisation et de forma-

tion, et les syndicats et les employeurs doivent collaborer pour communiquer de manière claire et accessible l'information relative aux régimes de retraite et avantages sociaux.

- Pour vraiment protéger les Canadiens contre la fraude et l'instabilité des marchés, nous devons réglementer plus rigoureusement les marchés financiers, créer une taxe sur les transactions financières qui dissuadera les spéculateurs et imposer des sanctions plus sévères aux criminels à cravate.
- Les Canadiens épargneront avec plus d'enthousiasme s'ils peuvent se le permettre. Les modèles d'épargne privés, comme les REÉR, excluent un trop grand nombre de travailleurs à faible revenu du Canada.
- La participation obligatoire et le partage des risques entre un grand groupe de personnes servent mieux l'intérêt de la majorité des Canadiens que la participation volontaire et le risque individuel. L'élargissement du RPC assurerait une retraite plus stable à un plus grand nombre de Canadiens.